

15 Mai dans l'enseignement supérieur et la recherche :

personnels et étudiants, tous dans l'action avec l'ensemble des fonctionnaires

Le Pacte Recherche, la loi LRU, le démantèlement des organismes de recherche s'inscrivent dans une politique de remise en cause du service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche. Les personnels ont exprimé à maintes occasions leur refus de se voir imposer des réformes non débattues, contraires aux besoins des usagers et de la population. Depuis cet automne, des actions de résistances à cette politique se sont développées dans les établissements du supérieur et les EPST.

L'objectif essentiel du projet de loi « *relatif à la mobilité et aux parcours professionnels* » est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique (35 000 à 40 000 emplois par an), en articulation avec les mesures annoncées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques publiques. Cette « RGPP » traduit le profond désengagement de l'État. Elle induit l'affaiblissement voire la suppression ou la privatisation de missions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail et l'accroissement de la précarité.

Dans le premier et le second degrés, l'action se poursuit avec des mouvements lycéens et un appel à la grève des personnels pour le 15 Mai contre les 11 200 suppressions de postes. Par ailleurs, dans l'enseignement supérieur et la recherche, aucune création de postes n'a été prévue alors que les manques en personnels de toutes catégories dans l'enseignement supérieur et la recherche sont criants. La priorité donnée à la réussite en licence, les conditions d'études afférentes, ne pourront se concrétiser sans création de nouveaux emplois publics statutaires qualifiés. Les budgets des universités et des organismes de recherche doivent leur permettre de mener une réelle politique scientifique.

Nous exigeons :

- un véritable débat démocratique sur une réforme de l'État et de la Fonction publique en partant des besoins de tous ;
- des emplois publics, statutaires et qualifiés, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire dans le cadre d'un plan pluriannuel de création de postes dans l'enseignement supérieur et la recherche ;
- l'arrêt du projet de dissolution des organismes de recherche et de leur vente à la découpe ;
- l'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions ;
- l'amélioration de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim.

Les organisations signataires appellent à faire du jeudi 15 mai, une étape massive et unitaire de la mobilisation notamment en participant à la grève et aux manifestations.

FSU (SNESUP, SNCS, SNEP, SNETAP, SNASUB), UNSA (SUP'RECHERCHE, SNPTES, A&I), CGT (SNTRS, FERC-Sup, CGT-INRA), CFTD (SGEN-Recherche-EPST), SOLIDAIRES (SUD-Recherche-EPST, SUD-Éducation), FO (SNPREES), UNEF, SLR, SLU.

À Paris, rendez-vous est donné à ceux qui le souhaitent à 13 h 30 à Jussieu pour rejoindre en cortège « Enseignement Supérieur – Recherche » la manifestation Fonction Publique dont le départ aura lieu à 14 h 30 Place d'Italie (Boulevard de l'Hôpital).